

## CESSION DE PARTS

### Les soussignés :

- Monsieur Jacques LE POMELLEC, demeurant à NANTES, 29 rue Jean Jaurès,
- Monsieur Jacques HERON, demeurant à NANTES, 14 av. de la Forêt,

ci-après dénommés "les Cédants", d'une part,

- Monsieur Bernard GUIBERT, demeurant 56 rue H. JULLIN, à NANTES, 44300

ci-après dénommé "le Cessionnaire", d'autre part,

Ont préalablement à l'acte de cession de parts sociales, objet des présentes, exposé ce qui suit :

Suivant acte sous seings privés en date à NANTES du 10 Avril 1989, enregistré à NANTES NORD OUEST, bordereau 172, case 17, il existe une société à responsabilité limitée dénommée HLP AUDIT, au capital de 1.300.000 F, divisé en 13.000 parts de 100 F chacune, entièrement libérées, dont le siège est fixé 4, rue Amédée Ménard, 44300 NANTES, et qui est immatriculée au Registre du commerce et des sociétés sous le numéro NANTES B 350 661 864. La société HLP AUDIT a pour objet principal l'exercice de la profession d'Expert Comptable et de Commissaire aux Comptes.

Les Cédants possèdent, pour Monsieur LE POMELLEC, 6.500 parts, et pour Monsieur HERON, 6.499 parts, lesquelles leur ont été attribuées en représentation de leurs apports en nature lors de la constitution de la Société.

Ceci exposé, ils ont convenu et arrêté ce qui suit :

### CESSION

Monsieur Jacques LE POMELLEC cède et transporte sous les garanties ordinaires de fait et de droit à Monsieur Bernard GUIBERT qui accepte SIX CENT CINQUANTE parts sociales de 100 F lui appartenant dans la Société et numérotées de 12.351 à 13.000.

Monsieur Jacques HERON cède et transporte sous les garanties ordinaires de fait et de droit à Monsieur Bernard GUIBERT qui accepte SIX CENT QUARANTE NEUF parts sociales de 100 F lui appartenant dans la Société et numérotées de 5.851 à 6.499.

Monsieur Bernard GUIBERT devient propriétaire des parts cédées à compter de ce jour et sera subrogé dans tous les droits et obligations attachés à ces parts, à l'exception de la quote part des résultats constatés au 30 Juin 1997.

### PRIX

La présente cession est consentie et acceptée moyennant le prix de 849.346,15 frs que Monsieur Bernard GUIBERT a payé:

à concurrence de 425.000 frs à Monsieur Jacques LE POMELLEC, qui le reconnaît.

à concurrence de 424.346,15 Frs à Monsieur Jacques HERON; qui le reconnaît.

### DECLARATION DU CEDANT ET DU CESSIONNAIRE

. Les Cédants déclarent :

- que les parts cédées sont libres de tout nantissement et ne font l'objet d'aucune procédure susceptible de faire obstacle à leur cession,

RB      RG      H      JP

**FACE ANNULEE**  
Art. 905 C.G.I.  
Arrêté du 20 Mars 1958

- qu'ils ont la pleine capacité civile pour s'engager dans le cadre des présentes, qu'ils ne font l'objet d'aucune procédure collective et ne sont pas en état de cessation des paiements,

- qu'ils sont habituellement résidents au sens de la réglementation des relations financières avec l'étranger.

. Le Cessionnaire, Monsieur Bernard GUIBERT, déclare :

- qu'il est né le 12 02 1954 à NANTES,

- qu'il est de nationalité française,

- qu'il est habituellement résident au sens de la réglementation des changes,

- qu'il a pleine capacité juridique d'aliéner,

- qu'il est marié avec Madame Rolande ANDRE, sous le régime de la communauté légale. Madame Rolande ANDRE intervenant aux présentes, déclare avoir pris connaissance de la présente cession, et ne pas vouloir être associée de la SARL HLP AUDIT.

Comme conséquence de la présente cession, les associés sont convenus de modifier l'article 7 des statuts qui serait désormais rédigé comme suit :

#### ARTICLE 7- PARTS SOCIALES

Les parts sociales sont attribuées et réparties comme suit :

Monsieur Jacques Le POMELLEC .....	5.850 parts sociales
numérotées de 6.501 à 12.350	
Monsieur Jacques HERON .....	5.850 parts sociales
numérotées de 1 à 5.850	
.Monsieur Bernard GUIBERT, .....	1.300 parts sociales
numérotée 6500; 5.851 à 6.499; et 12.351 à 13.000.	

Total égal au nombre de parts composant le capital social : 13.000 parts sociales

Conformément à la loi, les associés déclarent expressément que lesdites parts ont toutes été souscrites, qu'elles sont réparties entre eux dans les proportions susindiquées et qu'elles sont intégralement libérées.

#### REMISE DE PIECES

Les Cédants ont remis présentement au Cessionnaire qui le reconnaît, la copie des statuts et celle du dernier bilan approuvé de la Société, lesquelles copies ont été certifiées conformes par la gérance de la Société.

A

RG Bg

**FACE ANNULEE**  
**Art. 905 C.G.I.**  
**Arrêté du 20 Mars 1958**

DECLARATION POUR L'ENREGISTREMENT

Les Cédants déclarent que la société HLP AUDIT est soumise à l'impôt sur les sociétés et que les parts sociales cédées ont été créées en vue de rémunérer les apports effectués à la Société. Il précise que la Société n'est pas une société à prépondérance immobilière au sens de l'article 150 A bis du Code général des impôts.

FORMALITES DE PUBLICITE - POUVOIRS

La présente cession sera signifiée à la Société dans les conditions prévues par l'article 1690 du Code civil. Toutefois cette signification pourra être remplacée par le dépôt d'un original du présent acte au siège social contre remise par la gérance d'une attestation de ce dépôt.


Tous pouvoirs sont conférés au porteur d'originaux ou de copies des présentes en vue de l'accomplissement de toutes formalités légales de dépôt et de publicité.

FRAIS

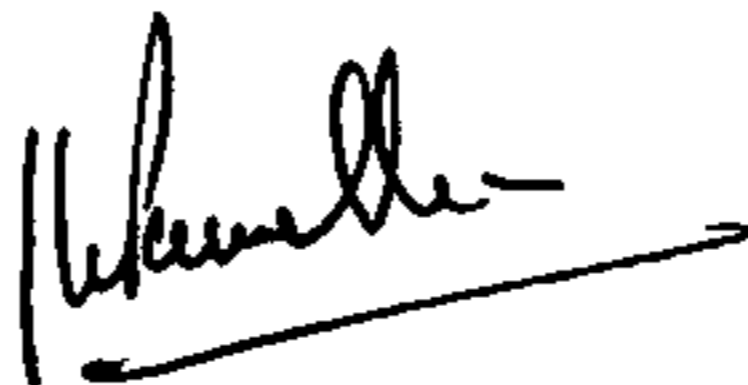
Les frais et droits des présentes et ceux qui en seront la conséquence seront supportés par le Cessionnaire, qui s'y oblige, à l'exception de ceux concernant la modification des statuts qui seront supportés par la Société.

Fait à NANTES  
Le 30 Juillet 1997  
En 5 originaux

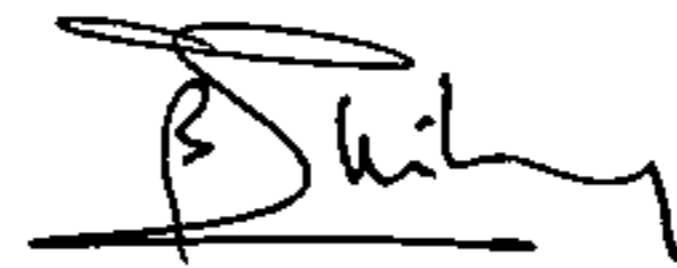
J. HERON

*Ban pour cession de  
six cent cinquante parts*  


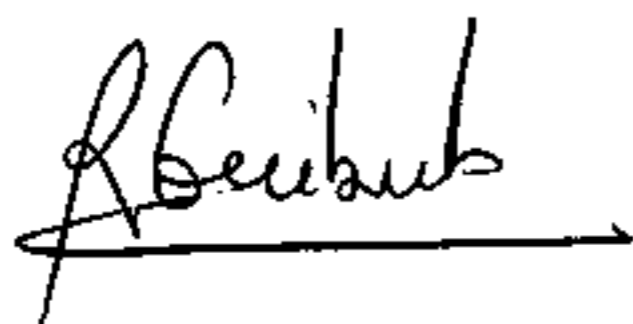
*Ban pour cession de  
six cent cinquante parts*  
J. LE POMELLEC



B. GUIBERT.



Mme R. GUIBERT-ANDRE



VOUÉ POUR TROIS ET ENREGISTRÉ

A LIMITES NORD-OUEST

Le 2 SEP. 1997

Ford 398 Case 9

Droits d'enregistrement : Quarante

Timbre : 255 (5x54)

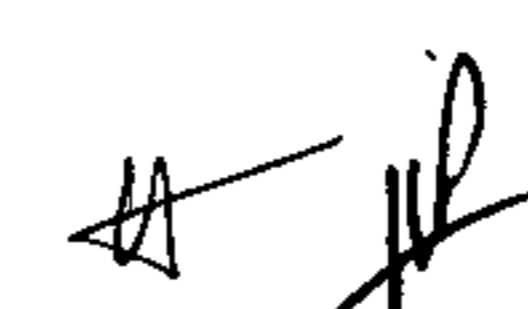
Le Receveur Principal

G. SCHMITT



$4.80\% \times 8493240 = 407685$

*duplicate*



**FACE ANNULEE**  
**Art. 905 C.G.I.**  
**Arrêté du 20 Mars 1958**

## **SARL H.L.P. AUDIT**

Société à Responsabilité Limitée au capital de 1.300.000 Frs  
Siège social : 4 rue Amédée Ménard 44300 NANTES

### ***STATUTS***

*(mis à jour suite à cessions  
de parts le 30/07/1997)*

# H.L.P. AUDIT

## SOCIETE A RESPONSABILITE LIMITEE D'EXPERTISE COMPTABLE ET DE COMMISSARIAT AUX COMPTES

### S T A T U T S

Les soussignés :

- Jacques HERON, né à NANTES le 01.10.1951, Expert Comptable inscrit au tableau régional de l'Ordre de la région d'ANGERS, Commissaire aux Comptes, Membre de la Compagnie Régionale de RENNES époux de Madame Carole GUILLON VERNE, avec laquelle il demeure, 14 avenue de la Forêt 44300 NANTES, marié en première noce avec Madame Carole GUILLON VERNE, sus nommée, par devant Maître ALBERT, Notaire à NANTES, sous le régime de la séparation de biens conformément au contrat passé préalablement à leur union célébrée en Mairie de NANTES le 19 octobre 1974.

- Jacques LE POMELLE, né à SAIGON (SUD VIETNAM) le 28.06.1954, Expert Comptable inscrit au tableau régional de l'Ordre de la région d'ANGERS, Commissaire aux Comptes, Membre de la Compagnie Régionale de RENNES époux de Madame Patricia GASCHIGNARD, avec laquelle il demeure, 29 rue Jean Jaurès 44000 NANTES, marié en première noce avec Madame Patricia GASCHIGNARD, sus nommée, sous le régime de la communauté universelle, à ARTHON EN RETZ le 14 juillet 1978.

Ont établi ainsi qu'il suit les statuts de la société à responsabilité limitée constituée par le présent acte. \_\_\_\_\_

#### ARTICLE PREMIER - FORME

Il existe entre les propriétaires des parts ci-après dénombrées une société à responsabilité limitée régie par les dispositions légales et réglementaires concernant cette forme de société et celles régissant les professions d'expert comptable et de commissaire aux comptes, et par les présents statuts.

#### ARTICLE 2 - DENOMINATION

la société est dénommée HLP AUDIT

### ARTICLE 3 - OBJET

La société a pour objet, dans tous pays, l'exercice des professions d'expert comptable et de commissaire aux comptes telles qu'elles sont définies par l'ordonnance modifiée du 19 septembre 1945 et la loi modifiée du 24 juillet 1966 et telles qu'elles pourraient l'être par tous textes législatifs ultérieurs.

Elle peut réaliser toutes les opérations qui sont compatibles avec objet, s'y rapportent et contribuent à sa réalisation.

Elle ne peut prendre de participations financières dans les entreprises industrielles, commerciales, agricoles ou bancaires, ni dans les sociétés civiles à l'exclusion de celles qui ont pour seul objet de faciliter l'exercice de l'activité professionnelle et libérale de leurs membres. Elle ne peut non plus se trouver sous la dépendance, même indirecte, d'aucune personne ou d'aucun groupe d'intérêts.

### ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège de la société est fixé à NANTES 4 rue Amédée Ménard.

Il peut être transféré dans la même ville par simple décision de la gérance et partout ailleurs en vertu d'une décision extraordinaire des associés.

### ARTICLE 5 - DUREE

La durée de la société est de CINQUANTE (50) années à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

### ARTICLE 6 - APPORTS - FORMATION DU CAPITAL

#### I - APPORTS EN NATURE

- Monsieur Jacques HERON apporte à la société  
. un fonds de clientèle évalué à : 658.000 FRS  
. des matériels et mobiliers selon état annexé pour une valeur de : 101.200 FRS

A charge pour la société de régler le passif lui incombant sous forme d'emprunts à hauteur de : 109.200 FRS

Le dit apport étant évalué à : 650.000 FRANCS.

- Monsieur Jacques LE POMELLEC apporte à la société  
. un fonds de clientèle évalué à : 626.000FRS  
. des matériels et mobiliers selon état annexé pour une valeur de : 103.900 FRS

A charge pour la société de régler le passif lui incombant sous forme d'emprunts à hauteur de : 79.900 FRS

Le dit apport étant évalué à : 650.000 FRANCS.

Cette évaluation est faite au vu du rapport établi le 20 mars 1989, par la SA INRECO commissaire aux apports désigné à l'unanimité par les futurs associés, suivant mandat en date du 5 décembre 1988, rapport et mandat annexés aux présents statuts.

les biens faisant l'objet de l'apport en nature de Monsieur LE POMELLEC dépendent de la communauté de biens existant entre l'apporteur et son conjoint.

Madame Patricia GASCHIGNARD épouse de Monsieur Jacques LE POMELLEC, intervenant aux présentes, ne demande pas à être personnellement associée. Les parts rémunérant cet apport sont donc toutes attribuées à Monsieur Jacques LE POMELLEC.

### **ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL - PARTS SOCIALES**

1. Le capital social est fixé à 1.300.000 Francs, divisé en 13.000 parts sociales de 100 Francs chacune, numérotées de 1 à 13.000 entièrement libérées et réparties ainsi qu'il suit entre les associés.

- A Monsieur Jacques HERON, à concurrence de sociales numérotés de 1 à 5.850	5 850 parts
- A Monsieur Jacques LE POMELLEC, à concurrence de sociales numérotées de 6.501 à 12.350	5 850 parts
- A Monsieur Bernard GUIBERT, à concurrence de sociales numérotées de 5851 à 6.500 et de 12.351 à 13.000	1 300 parts
Total égale au nombre de parts composant le capital social	<hr/> 13 000 parts

Conformément à la loi, les associés déclarent expressément que lesdites parts ont toutes été souscrites, qu'elles sont réparties entre eux dans les proportions susindiquées et qu'elles sont intégralement libérées.

2. La liste des associés sera communiquée au Conseil Régionale de l'Ordre des Experts Comptables et à la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes, ainsi que toute modification apportée à cette liste. Elle sera tenue à la disposition des pouvoirs publics et de tous tiers intéressés.

3. La majorité des parts doit être détenue par des experts comptables inscrits au tableau de l'ordre, conformément aux dispositions de l'article 7 de l'Ordonnance modifiée du 19 décembre 1945.

Si une autre société d'expertise comptable vient à détenir des parts de la présente société, celles-ci ne seront prises en compte pour le calcul de cette majorité que dans la proportion équivalente à celle des parts que les experts comptables détiennent dans cette société participante par rapport au total des parts composants son capital.

4. Les trois quarts du capital social doivent être détenus par des commissaires aux comptes, conformément aux dispositions de l'article 218 de la loi modifiée du 24 juillet 1966.

Si une société de commissaires aux comptes vient à détenir une participation dans le capital de la présente société, les associés non commissaires aux comptes ne peuvent détenir plus de vingt cinq pour cent de l'ensemble du capital des deux sociétés.

5. Chaque part sociale donne à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices de la société et l'actif social.

#### ARTICLE 8 - AUGMENTATION OU REDUCTION DU CAPITAL

Les augmentations du capital par attribution de parts gratuites comme les réductions de capital par diminution de parts peuvent toujours être réalisées malgré l'existence de rompus.

Toute personne n'ayant pas déjà la qualité d'associé ne peut entrer dans la société à l'occasion d'une augmentation du capital, sans être préalablement agréée par les associés conformément aux dispositions des articles 7 de l'ordonnance du 19 septembre 1945, 218 de la loi du 24 juillet 1966 et 11 des statuts.

#### ARTICLE 9 - RESPONSABILITE LIMITEE DES ASSOCIES

Sous réserve des dispositions légales les rendant temporairement solidairement responsables, vis-à-vis des tiers, de la valeur attribuée aux apports en nature, les associés ne supportent les pertes que jusqu'à concurrence de leurs apports.

Les professionnels associés gardent leur responsabilité personnellement à raison des travaux qu'ils réalisent au nom de la société.

#### ARTICLE 10 - INDIVISIBILITE ET DEMEMBREMENT DES PARTS SOCIALES

Chaque part est indivisible à l'égard de la société.

Pendant la durée de l'indivision, pour le calcul de la majorité en nombre lorsqu'elle est requise, chaque indivisaire compte comme associé qu'il n'est pas soumis à agrément. Il en est de même de chaque nu-propriété.

Les copropriétaires des parts sociales indivises sont représentés par un mandataire unique, choisi parmi les indivisaires ou en dehors d'eux. En cas de désaccord, le mandataire est désigné en justice à la demande du plus diligent.

Le droit de vote appartient au nu-proprétaire, sauf pour les décisions concernant l'affectation des bénéfices, où il est réservé à l'usufruitier.

Les parts indivises ou dont la propriété est démembreée ne sont considérées comme détenues par des professionnels, pour l'application des dispositions de l'article 7, paragraphes 3 et 4, que si tous les indivisaires ou le nu-proprétaire et l'usufruitier sont, suivant la règle à appliquer, experts comptables ou commissaires aux comptes.

#### ARTICLE 11 - TRANSMISSION DES PARTS

##### 1. Transmission entre vifs.

Toutes les transmissions de parts entre vifs, à quelque titre que ce soit, même celles qui se font au profit d'un associé, ne peuvent être réalisées qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales, cette double majorité comprenant la personne et les parts de l'associé cédant. Ces dispositions s'appliquent alors même que le projet de transmission ne porterait que sur la nu-proprété ou l'usufruit de parts sociales.

Le projet de cession est notifié à la société et à chacun des associés par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, indiquant l'identité du cessionnaire proposé ainsi que le nombre de parts dont la cession est soumise à l'agrément. Dans le délai de huit jours de la notification qui lui a été faite, la gérance doit convoquer l'assemblée des associés pour qu'elle délibère sur le projet de cession des parts sociales ou consulter les associés par écrit sur ledit projet. La décision de la société, qui n'a pas à être motivée, est notifiée par la gérance au cédant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Si la société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de trois mois à compter de la dernière des notifications du projet de cession prévues à l'alinéa précédent, le consentement à la cession est réputé acquis. Si la société a refusé de consentir à la cession, le cédant peut, dans les huit jours de la notification du refus qui lui est faite, signifier par lettre recommandée avec demande d'avis de réception qu'il renonce à son projet de cession. A défaut de renonciation de sa part, les associés doivent, dans le délai de trois mois à compter du refus d'agrément, acquérir ou faire acquérir les parts à un prix fixé dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du code civil. Ce délai de trois mois peut être prolongé une seule fois, à la demande du gérant, par décision du président du tribunal de commerce statuant sur requête.

Le prix est payé comptant, sauf convention contraire entre les parties. Si le cédant y consent, la société peut également, dans le même délai, racheter les parts au prix déterminé dans les conditions ci-dessus, en réduisant corrélativement son capital du montant de leur valeur nominale. Un délai de paiement qui ne saurait excéder deux ans, peut, dans ce cas, sur justification, être accordé à la société par ordonnance de référé rendue par le président du tribunal de commerce. Les sommes dues portent intérêt au taux légal.

Pour assurer l'exécution de l'une ou l'autre des solutions ci-dessus, la gérance doit notamment solliciter l'accord du cédant sur un éventuel rachat par la société, centraliser les demandes d'achat émanant des associés et les réduire éventuellement en proportion des droits de chacun d'eux dans le capital si leur total excède le nombre de parts cédées.

A l'expiration du délai imparti et éventuellement prorogé, lorsque aucune des solutions prévues n'est intervenue, l'associé peut réaliser la cession initialement projetée, si toutefois il détient ses parts sociales depuis au moins deux ans ou en a reçu la propriété par succession, liquidation de communauté de biens entre époux ou donation de son conjoint, d'un ascendant ou descendant; l'associé qui ne remplit aucune de ces conditions reste propriétaire de ses parts.

Dans tous les cas où les parts sont acquises par les associés ou les tiers désignés par eux, notification est faite au cédant, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée dans les huit jours à l'avance, de signer l'acte de cession. S'il refuse, la mutation est régularisée d'office par la gérance ou le représentant de la société, spécialement habilité à cet effet, qui signera en son lieu et place l'acte de cession. A cet acte qui relate la procédure suivie, sont annexées toutes pièces justificatives.

La procédure ci-dessus s'applique même aux adjudications publiques volontaires ou forcées. L'adjudicataire doit en conséquence notifier le résultat de l'adjudication dans les conditions imparties, comme s'il s'agissait d'un projet de cession? Toute admission d'un nouvel associé étant soumise à l'agrément préalable des associés conformément aux dispositions de l'article 7, 6° de l'ordonnance du 19 septembre 1945, de l'article 218 de la loi du 24 juillet 1966 et du présent article, aucun consentement préalable donné à un projet de nantissement de parts sociales ne peut emporter à l'avance agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée des parts nanties.

## 2. Transmission par décès.

En cas de décès d'un associé, ses héritiers ou ayants droit ne deviennent associés que s'ils ont reçu l'agrément de la majorité en nombre des associés survivant. Même s'il est déjà associé, l'héritier ou l'ayant droit d'un expert comptable ou d'un commissaire aux comptes associé ne peut, sans l'agrément de ladite majorité, recueillir les parts de son auteur s'il n'a pas la même qualification professionnelle que celui-ci.

Tout héritier ou ayant droit doit justifier, dans les meilleurs délais, de ses qualités héréditaires et de son état civil auprès de la gérance qui peut toujours exiger la production d'expéditions ou d'extraits de tous actes notariés établissant ces qualités.

Tout acte de partage d'une indivision successorale est valablement notifié à la société par le copartageant le plus diligent. Si les droits hérités sont divis, l'héritier ou l'ayant droit notifie à la société une demande d'agrément en justifiant de ses droits et qualités. Dans l'un et l'autre cas, si la société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de trois mois de la réception de cette notification, l'agrément est réputé acquis. Si tous les indivisaires sont soumis à agrément, la société peut, sans attendre le partage, statuer sur leur agrément global. De convention essentielle entre les associés elle peut aussi, à l'expiration d'un délai de six mois à compter du décès, demander au juge des référés du lieu de l'ouverture de la succession de mettre les indivisaires en demeure, sous astreinte, de procéder au partage. Lorsque les droits hérités sont divis, elle peut prononcer sur l'agrément même de l'absence de demande de l'intéressé.

La notification du partage ou de la demande d'agrément et celle de la décision de la société sont faites par envoi recommandé avec avis de réception ou par acte extrajudiciaire.

Dans tous les cas de refus d'agrément, les associés ou la société doivent acquérir ou faire acquérir les parts de l'héritier ou ayant droit. Il est fait application des dispositions ci-dessus prévues dans l'hypothèse d'un refus d'agrément en cas de transmission entre vifs, les héritiers ou ayants droit non agréés étant substitués au cédant. Si aucune des solutions prévues par ces dispositions n'intervient dans les délais impartis, l'agrément est réputé acquis.

### 3. Liquidation d'une communauté de biens entre époux.

En cas de dissolution de communauté par le décès de l'époux associé, le conjoint survivant et tous héritiers doivent être agréés conformément aux dispositions prévues en cas de transmission par décès. Il en est de même pour les héritiers, si la liquidation résulte du décès du conjoint de l'époux associé, sans préjudice du droit qu'obtiendrait ce dernier, lors de la liquidation de la communauté, de conserver la totalité des parts inscrites à son nom. Sous cette même réserve, la liquidation de communauté intervenant du vivant des époux ne peut attribuer définitivement au conjoint de l'associé des parts sociales, qui si ce conjoint est agréé à la majorité des associés, la procédure d'agrément étant soumise aux conditions prévues comme en matière de transmission entre vifs. A défaut d'agrément, les parts ainsi attribuées doivent être rachetées dans les conditions susvisées, le conjoint associé bénéficiant toutefois d'une priorité de rachat pour assurer la conservation de la totalité des parts inscrites à son nom.

#### 4. Agrément du conjoint comme associé durant la communauté des biens

si, durant la communauté de biens existant entre deux époux, le conjoint de l'époux associé notifie son intention d'être personnellement associé, postérieurement à l'apport ou à l'acquisition de parts effectué par son conjoint associé, conformément aux dispositions de l'article 1832-2 du code civil, il doit être agréé par une décision prise à la majorité des parts sociales après déduction des parts de l'époux associé qui ne participe pas au vote.

#### ARTICLE 12 - EXCLUSION D'UN PROFESSIONNEL ASSOCIE

Le professionnel associé radié du tableau des experts comptables ou de la liste des commissaires aux comptes cesse d'exercer toute activité professionnelle au nom de la société à compter du jour où la décision prononçant la radiation est définitive. Il dispose d'un délai de six mois à compter du même jour, pour céder tout ou partie de ses parts afin que soient maintenus les quotités fixées à l'article 7 pour la participation des professionnels. Il peut exiger que le rachat porte sur la totalité de ses parts et ce rachat total peut aussi lui être imposé par l'unanimité des autres associés. Le prix est, en cas de contestation, déterminé conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du code civil.

#### ARTICLE 13 - GERANCE

La société est administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, choisis parmi les associés experts comptables et commissaires aux comptes, et nommés, pour une durée limitée ou non, par décision adoptée par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Chacun des gérants a les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société en toutes circonstances, sans avoir à justifier de pouvoirs spéciaux.

Dans leurs rapports entre eux et avec leurs coassociés les gérants ont les pouvoirs nécessaires, dont ils peuvent user ensemble ou séparément, sauf le droit pour chacun de s'opposer à toute opération avant qu'elle soit conclue, pour faire toutes les opérations se rattachant à l'objet social, dans l'intérêt de la société. Toutefois, les emprunts à l'exception des crédits en banque et des prêts ou dépôts consentis par des associés, les achats, échanges et ventes d'immeubles, les hypothèques et nantissements, toutes conventions ayant pour objet un droit de présentation à une clientèle, toutes prises de participations compatibles avec l'objet social, dans d'autres sociétés, ne peuvent être faits ou consentis qu'avec l'autorisation des associés aux conditions de majorité ordinaire.

Les gérants sont tenus de consacrer le temps nécessaire aux affaires sociales. Ils peuvent, d'un commun accord, déléguer les pouvoirs qu'ils jugent convenables à un ou plusieurs directeurs et constituer des mandataires spéciaux et temporaires.

Révocable par décision ordinaire de la collectivité des associés prise à la majorité des parts sociales, le gérant peut résigner ses fonctions, mais seulement trois mois après la clôture d'un exercice, en prévenant les associés trois mois au moins à l'avance, sauf accord contraire de la collectivité des associés prise à la majorité ordinaire.

Chaque gérant a droit à un traitement fixe ou proportionnel ou fixe et proportionnel déterminé par décision collective ordinaire des associés; il a droit en outre au remboursement de ses frais de représentation et de déplacement.

#### ARTICLE 14 - DECISIONS COLLECTIVES

La volonté des associés s'exprime par des décisions collectives qui, régulièrement prises, obligent tous les associés. Elles sont qualifiées d'extraordinaires quand elles entraînent une modification des statuts et d'ordinaires dans tous les autres cas. Elles résultent, au choix de la gérance, d'une assemblée générale ou d'une consultation écrite des associés, toutefois la réunion d'une assemblée est obligatoire pour statuer sur l'approbation des comptes de chaque exercice ou la réduction du capital.

Les assemblées sont convoquées dans les conditions prévues par la loi et les règlements. Pour justifier de leur présence, une feuille de présence est émargée par les membres de l'assemblée. Toutefois, le procès-verbal de l'assemblée en tient lieu lorsqu'il est signé de tous les associés présents.

Les consultations écrites se déroulent selon les modalités précisées par les textes légaux et réglementaires, le vote par écrit étant, pour chaque résolution, formulé par les mots "oui" ou "non".

Enfin, la volonté unanime des associés peut être constatée par des actes, sauf si la tenue d'une assemblée est légalement obligatoire.

#### ARTICLE 15 - MAJORITES

Les décisions collectives ordinaires sont adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si cette majorité n'est pas obtenue à la première consultation ou réunion, les associés sont consultés une deuxième fois et les décisions sont alors valablement adoptées à la majorité des votes émis. Toutefois, la majorité représentant plus de la moitié des parts sociales reste toujours requise s'il s'agit de statuer sur la nomination ou la révocation d'un gérant associé ou non, la modification corrélative de l'article des statuts où figurerait son nom étant réalisée dans les mêmes conditions.

sous réserve des exceptions précisées par la loi, la modification de statuts est décidée par les associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales.

#### ARTICLE 16 - ANNEE SOCIALE

L'année sociale commence le 1er juillet et finit le 30 juin.

#### ARTICLE 17 - AFFECTATION DES RESULTATS ET REPARTITION DES BENEFICES.

La différence entre les produits et les charges de l'exercice, après déduction des amortissements et des provisions, constitue le bénéfice ou la perte de l'exercice. Sur ce bénéfice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent pour former le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ce fonds a atteint le dixième du capital social.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et de la dotation à la réserve légale et augmenté des reports bénéficiaires. Ce bénéfice est à la disposition de l'assemblée qui, sur la proposition de la gérance, peut, en tout ou en partie, le reporter à nouveau, l'affecter à des fonds de réserve généraux ou spéciaux, ou le distribuer aux associés à titre de dividende proportionnellement aux parts. En outre, l'assemblée générale peut décider la distribution de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, le dividende est prélevé par priorité sur le bénéfice distribuable; il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

#### ARTICLE 18 - CONTESTATIONS

En cas de contestation soit entre la société et l'un de ses clients, soit entre les associés, les gérants, les liquidateurs et la société, soit entre les associés eux-mêmes, la société s'efforcera avant tout recours contentieux, de faire accepter l'arbitrage soit du Président du Conseil régional de l'Ordre des experts-comptables soit du Président du Conseil régional des commissaires aux comptes, suivant l'objet du litige.

#### ARTICLE 19 - PREMIER EXERCICE SOCIAL - JOUISSANCE DE LA PERSONNALITE MORALE

La société jouira de la personnalité morale à dater de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

Exceptionnellement, le premier exercice social comprendra le temps écoulé depuis cette immatriculation jusqu'au 30 juin 1990. Les actes accomplis pour son compte pendant la période de constitution et repris par la société seront rattachés à cet exercice.

La gérance est expressément habilitée à passer et à souscrire dès ce jour, pour le compte de la société en formation, les actes et engagements entrant dans l'objet statutaire et conformes à l'intérêt social à l'exclusion de ceux pour lesquels l'article 13 requiert, pendant le cours de la vie sociale et dans les rapports entre associés, une autorisation de la collectivité des associés. Ces actes et engagements seront réputés avoir été faits et souscrits dès l'origine par la société après vérification par l'assemblée générale ordinaire des associés, postérieurement à l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés, de leur conformité avec le mandat ci-dessus défini, et au plus tard par l'approbation des comptes du premier exercice social.

#### ARTICLE 20 - NOMINATION DES PREMIERS GERANTS

Les premiers gérants de la société, nommés sans limitation de durée sont :

Monsieur Jacques HERON et Monsieur Jacques LE POMELLEC.

Les gérants ainsi nommés sont tenus de consacrer tout le temps nécessaire aux affaires sociales.

#### ARTICLE 21 - REGIME FISCAL DES APPORTS

Les associés entendent se placer sous le régime de l'article 809-1 bis du Code Général des Impôts pour l'application des droits d'enregistrement sur les apports à titre onéreux et de l'article 151 octies du Code Général des Impôts pour le régime du report d'imposition des plus values. Les présents apports rentrant dans le champ d'application desdits articles.

#### ARTICLE 22 - PUBLICITE - POUVOIRS

Tous pouvoirs sont donnés à la gérance à l'effet d'accomplir toutes les formalités prescrites par la loi, et spécialement à Monsieur Jacques HERON à l'effet de signer l'avis à insérer dans un journal habilité à recevoir les annonces légales dans le département du siège social.

#### ARTICLE 23 - FRAIS

Tous les frais, droits et honoraires des présentes et ceux qui en seraient la suite ou la conséquence seront portés par la société au compte des frais généraux et amortis avant toute distribution de bénéfices.

COPIE CERTIFIEE CONFORME A L'ORIGINAL  
Le Gérant

